**EDF : « L’acte final d’un long démantèlement du service public de l’énergie en faveur du privé »**

[**TRIBUNE**](https://www.lemonde.fr/idees-tribunes/)

**[Collectif](https://www.lemonde.fr/signataires/collectif/)**

Un collectif de cinquante signataires – salariés et anciens dirigeants d’EDF, syndicalistes et élus politiques –, parmi lesquels Clémentine Autaine, Delphine Batho, Laurent Berger ou Eric Piolle, appelle dans une tribune au « Monde » à l’abandon du projet « Hercule » de réorganisation d’EDF négocié entre le gouvernement et la Commission européenne.

Publié aujourd’hui à 09h20   Temps de Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

**Tribune.** Actuellement en négociation avec la Commission européenne, le projet « Hercule » du gouvernement français est l’acte final d’un long [démantèlement du service public](https://energie-publique.fr/) de l’énergie en faveur du secteur privé. Hache à la main, [« Hercule »](https://www.lemonde.fr/energies/article/2021/02/08/la-restructuration-d-edf-une-course-d-obstacles-incertaine_6069131_1653054.html) s’apprête à découper Electricité de France au détriment de ce que l’entreprise apporte au pays depuis soixante-quinze ans.

Nous, citoyen.ne.s, chercheurs.euses, salarié.e.s d’EDF, syndicalistes, représentant.e.s du personnel et élu.e.s de la République appelons le président de la République à renoncer au projet « Hercule », et le Parlement à dresser le bilan de vingt ans de libéralisation afin de reprendre la maîtrise publique du secteur de l’énergie.

**Une première depuis 1946**

« Hercule » viserait à scinder en plusieurs sociétés une entreprise déjà bien désarçonnée depuis la fin des années 1990.

D’un côté, EDF Bleu prendrait en charge l’exploitation des centrales nucléaires et resterait publique.

De l’autre, la production d’énergies renouvelables, les activités outre-mer et la très rentable distribution de l’électricité seraient réunies au sein d’EDF Vert, avec un capital ouvert à 30 %. Les concessions hydroélectriques, réunies sous la bannière d’EDF Azur, seraient gérées indépendamment. In fine, les trois filières de production d’électricité, nucléaire, hydraulique et renouvelable (éolien et solaire) seraient en concurrence les unes avec les autres.

Alors que les secteurs demandant des investissements lourds resteraient publics, les secteurs dégageant des dividendes seraient ouverts aux actionnaires. Socialiser les dettes, privatiser les profits, c’est un grand classique des logiques de privatisation. L’Etat assumerait les financements onéreux, les investisseurs privés en tireraient les bénéfices. L’intérêt général ne peut être inféodé à ce point à l’intérêt particulier.

L’éclatement d’EDF marquerait la fin de la complémentarité entre les moyens de production, pourtant indispensable au bon fonctionnement du service. Il supposerait une rupture définitive de la synergie entre la production, la distribution et la vente de l’électricité, une première depuis 1946 et la nationalisation d’EDF-GDF, née du programme du Conseil national de la résistance.

**L’industrie électrique française sacrifiée**

Défendue par le général de Gaulle (1890-1970) et Marcel Paul (1900-1982), ministre de la production industrielle de l’époque, cette cohérence technique, qui a permis au pays de se reconstruire et de prospérer, a été savamment détricotée au fil des décennies par l’Union européenne et les différents gouvernements successifs.

Cette manœuvre menée conjointement se poursuit. Depuis 2011, l’A[ccès régulé à l’énergie nucléaire historique](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000023915642/) (Arenh) oblige EDF à vendre un quart de sa production nucléaire à ses concurrents à un prix fixe mais défavorable à EDF car jamais réévalué : 42 euros le mégawattheure. Objectif pour Bercy : augmente ce prix de vente de 20 % pour qu’il reflète au mieux les coûts de production.

Problème : la Commission européenne exige en contrepartie la séparation des activités de production et de vente, c’est-à-dire le démantèlement. En d’autres termes, il s’agirait de sacrifier le modèle de l’industrie électrique française, qui a fait ses preuves au fil des décennies, et par là même notre souveraineté énergétique, pour satisfaire les desiderata de Bruxelles.

Le défi herculéen posé à EDF est aussi nocif pour les consommateurs. Nos dirigeants n’ont cessé de nous répéter que la concurrence permettrait une baisse du coût de l’électricité. Il n’en est rien. Depuis 2007, les prix à la consommation d’électricité ont augmenté de 50 % ([*Les dépenses des Français en électricité depuis 1960*](https://www.insee.fr/fr/statistiques/3973175), *Insee Première* n° 1746, avril 2019).

**Stratégique et vital**

En séparant les moyens de production, « Hercule » va inexorablement venir saler la facture des usagers dans un pays qui compte 7 millions de personnes touchées par la précarité énergétique ([*Tableau de bord de la précarité énergétique Edition 2020*](https://onpe.org/sites/default/files/onpe_tableau-de-bord-de-la-precarite-energetique_2020_s2.pdf), Observatoire national de la précarité énergétique, 2020). Par ailleurs, comment s’y retrouver dans un système où prospèrent près d’une cinquantaine de fournisseurs d’électricité dont l’énergie distribuée est produite à plus de 80 % par EDF ? ([*RTE Bilan électrique*](https://bilan-electrique-2019.rte-france.com/), 2019)

Après les télécommunications, les rails et les autoroutes, le secteur de l’énergie est à son tour amené à être démantelé afin de répondre aux désirs des banques d’affaires. Nous en appelons donc à la responsabilité du président de la République. L’énergie est un bien stratégique, vital pour les citoyens comme pour l’économie, et déterminant pour la transition énergétique. L’Etat doit, comme en 1946, reprendre la main sur l’énergie. Hier pour reconstruire le pays, aujourd’hui pour sauver le climat.

Parce que l’énergie est un bien commun et qu’elle est l’affaire de tou.t.e.s, nous demandons au Parlement d’établir noir sur blanc les conséquences de vingt ans de dérégulation et de libéralisation du marché. L’heure est au bilan afin de déterminer et de mettre en œuvre la meilleure des stratégies pour EDF dans l’intérêt de la nation. A l’heure où la mémoire est célébrée et l’amnésie pratiquée, l’Etat doit tenir ses promesses du « monde d’après » en réindustrialisant le pays, gage de notre souveraineté, et en préservant le service public « quoi qu’il en coûte ».

Il est temps de dessiner un horizon serein pour notre jeunesse. Si le projet « Hercule » voit le jour, le point de non-retour de deux décennies de privatisation sera franchi et le secteur énergétique sera le talon d’Achille de la France.